Greenwashing : ils font tout pour se verdir
mais vous savez sûrement qui est le pire...

Votez sur prix-pinocchio.org

Les Amis de la Terre France

EN PARTENARIAT AVEC
Confédération paysanne

CURRICULUM VITAE

Lactalis

ANCÊTRE
Société personnelle
André Besnier

TYPE DE STRUCTURE
Société par actions

Entreprise familiale multinationale

SIÈGE SOCIAL
53089 Laval ;

Besnier SA, Tour Montparnasse, Paris

PDG
Emmanuel Besnier

PRINCIPAL ACTIONNAIRE
Emmanuel Besnier, Marie Besnier et Jean-Michel Besnier ont 100 % des actions

ANNÉE DE CRÉATION
1933

NOMBRE D'EMPLOYÉ.E.S
15 000 en France, 80 000 collaborateurs dans 94 pays

CHIFFRE D'AFFAIRES
18,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2018

ÉMISSIONS DE GES
24 millions de tonnes de CO^2 équivalent par an (2018)[1]

ACTIVITÉ PRINCIPALE
Produits laitiers

PRODUITS COMMERCIALISÉS
Président, Société, Galbani, Parmalat, Lactel, Célia, Bridel, Salakis, Lepetit, Le Roitelet, Picot, Lou Pérac...

CHRONOLOGIE

1933

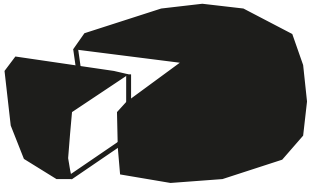
André Besnier fabrique ses premiers camemberts : **la Société personnelle André Besnier vient de voir le jour.**

1955

Reprise de l'entreprise par Michel Besnier, **début de la phase de rachat des concurrents normands et bretons** faisant passer le volume de collecte de 7 millions de litres en 1955 à 110 millions de litres en 1967.

1963

Lancement du premier « camembert » pasteurisé sous la marque Président, marque phare du groupe.
La stratégie de volume s'accompagne d'une commercialisation dans la grande distribution.



'80

Internationalisation (États-Unis, Italie, Afrique, Europe de l'Est) et **acquisition de marques**, dont Lactel.

1999

L'entreprise Besnier prend le nom de Groupe Lactalis, pour répondre à son internationalisation.

2011

Le groupe devient **n°1 mondial des produits laitiers**.

Depuis 2011, les acquisitions d'entreprises sont quasi mensuelles aux quatre coins du globe : Turquie, Australie, Inde, Slovénie, Canada, Brésil...

LACTALIS EN FRANCE...

Carte de France des infrastructures du groupe Lactalis

1. Laval, Mayenne (53000)
Siège social / usine Lactalis Nestlé Ultra Frais

2. Douai, Nord (59553)
Usine Lactalis NestléUltra Frais

3. Lisieux, Calvados (14100)
Usine Lactalis Nestlé Ultra Frais

4. Vallet, Loire-Atlantique (44330)
Usine Lactalis Nestlé Ultra Frais

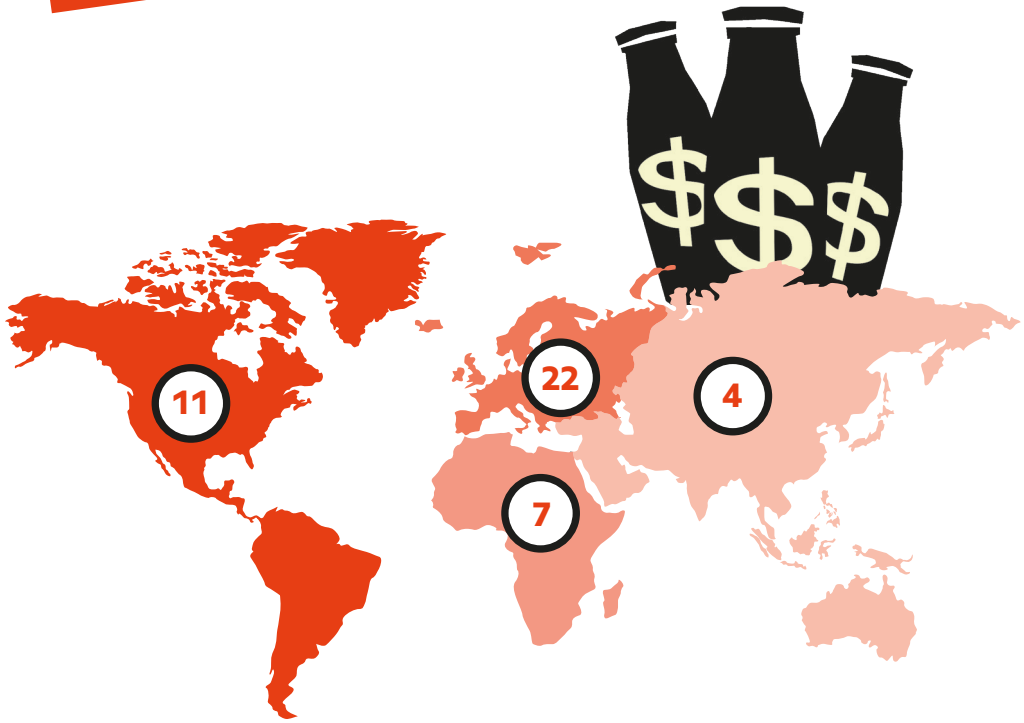
5. Montayral, Lot-et-Garonne (47500)
Usine Lactalis Nestlé Ultra Frais

6. Roquefort sur Soulzon, Aveyron (12250)
Fromagerie Roquefort Société

7. Onet le Chateau, Aveyron (12250)
Société fromagère de Roquefort

8. Andrézieux Boutheron, Loire (42160)
Usine Lactalis Nestlé Ultra Frais

...ET DANS LE MONDE



Implantation du groupe Lactalis au niveau mondial, en nombre de pays par continent

AMÉRIQUES
Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Équateur, États-Unis, Mexique, Paraguay, Uruguay, Vénézuela.

EUROPE
Allemagne, Angleterre, Belgique, Biélorussie, Bosnie, Croatie, Écosse, Espagne, Hongrie, Italie, Moldavie, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Russie, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine.

AFRIQUE & MOYEN-ORIENT
Afrique du Sud, Algérie, Arabie Saoudite, Botswana, Égypte, Mozambique, Zambie.

ASIE & OCÉANIE
Australie, Chine, Inde, Kazakhstan.

GREENWASHING

Lactalis, très discret en tant qu'entité, est très présente dans la sphère publicitaire. Innovant par des slogans marquants et positifs, souvent autour de la notion du plaisir, Lactalis a construit une solide réputation pour ses marques (*Président, Salakis, Lactel, Société, Galbani*...) tout en cultivant l'opacité au niveau de la maison-mère Lactalis. Peu de personnes connaissaient le groupe Lactalis avant le scandale de la poudre de lait contaminée, fin 2017.

Les publicités de Lactalis ont souvent fait mouche auprès des consommateur·trice·s, comme celle avec Bernard Blier pour le fromage *Président* ou la saga « Dis Papa, c'est quoi cette bouteille de lait ? », avec une cible famille omniprésente.

N'hésitant pas à mettre en avant les vertes prairies et le travail des éleveur·euse·s dans sa communication, elle passe en revanche sous silence l'injuste rémunération de l'activité de production des éleveur·euse·s. Elle assoit ses marques (*Société, Président*...) sur la notoriété du terroir (Roquefort, Camembert de Normandie, qui sont des appellations d'origine contrôlée) avant de la détourner à son profit pour des produits standards grâce à leur marque alors unanimement reconnue par les consommateur·trice·s.

Réalité sur les agissements de l'entreprise

Lactalis, numéro 1 mondial des produits laitiers, offre un exemple flagrant de mépris de la démocratie tant sur le plan économique et social qu'environnemental. Elle est le symbole d'une société familiale devenue multinationale qui accapare les richesses. Adepte du secret, flirtant régulièrement avec le mensonge et la fraude, friande de clientélisme et de paternalisme, Lactalis cumule des pratiques qui, mises bout à bout, font froid dans le dos sur ce qu'elles disent de nos systèmes alimentaire, politique et économique.

© Confédération Paysanne

DOMMAGES SOCIAUX ET ECONOMIQUES

Lactalis, l'ogre qui s'assoit sur les droits des paysan·ne·s

Lactalis est ainsi un « modèle » d'accaparement de la valeur ajoutée du travail paysan et de démarches collectives et territoriales. L'entreprise Lactalis vise la destruction systématique de la défense collective des éleveur·euse·s. Elle profite de la dépendance économique des éleveur·euse·s pour les contraindre à un système de contrats asservissants, qui rémunèrent insuffisamment les producteur·trice·s de lait pour leur travail. On peut même y trouver des clauses de restriction de la liberté d'expression. Les représailles sont systématiques : rupture de contrat, licenciements abusifs de salarié·e·s, traitement différencié entre organisations de producteurs... C'est ainsi sans surprise que les producteur·trice·s et salarié·e·s n'osent plus parler sur le terrain des agissements de Lactalis. Ayant la main sur les organisations de producteur·rice·s, la collecte et le froid à la ferme (les tanks de lait sont propriété de Lactalis), Lactalis use et abuse de son rapport de force dominant sur les producteur·trice·s de lait.

Le nombre de producteur·rice·s de produits laitiers ne cesse de diminuer dans les campagnes engendrant concentration de la production et drames sociaux. Pendant la crise laitière de 2015-2016, le revenu courant avant impôt était bien inférieur à 15 000 euros par an (soit moins de 1250 euros par mois)... De 2014 à 2019, ce sont plus de 10 000 fermes qui ont disparu en France. Cette répartition inéquitable de la valeur dans la filière laitière est révoltante. L'enrichissement personnel de la famille Besnier[9] et les acquisitions mensuelles de Lactalis à coup de millions d'euros à travers le monde ne peuvent qu'exacerber l'injustice de la situation au regard des producteur·trice·s de lait. Le groupe Lactalis symbolise à merveille l'inégale répartition des richesses, dans un secteur où la valeur pourtant créée par les producteur·rice·s est accaparée, l'activité d'éleveur·euse laitier·ère étant de moins en moins rémunérée à sa juste hauteur.

Lactalis, c'est aussi l'exemple type d'une entreprise à la fiscalité opaque. Non-publication des comptes pendant de nombreuses années, filiales opaques au Luxembourg et en Belgique... sont autant de pratiques visant à l'évasion fiscale au profit de la famille Besnier. Les trois actionnaires milliardaires Marie, Emmanuel et Jean-Michel Besnier figurent sans surprise parmi les 20 premières fortunes françaises.

DOMMAGES ENVIRONNEMENTAUX

Lactalis, le profit avant tout

Lactalis, c'est également une attention plus que relative au sanitaire, à l'environnement, au consommateur et à la transparence, au mépris de la loi si nécessaire.

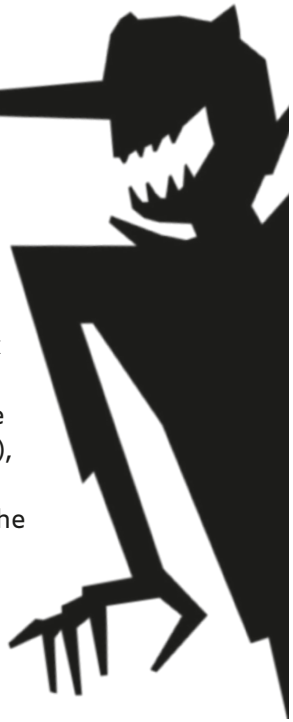
On peut citer nombre d'affaires : fraude par mouillage du lait, revente de produits périmés, attaques successives visant le lait cru et les appellations d'origine contrôlée (Camembert de Normandie, Roquefort, Comté...), entente sur les prix, contamination aux salmonelles de poudres de lait infantiles, délits de pollution des eaux, etc.

Lactalis est un acteur majeur de l'internationalisation du système alimentaire, favorable à la libéralisation des échanges. En encourageant la spécialisation et le productivisme, Lactalis perpétue par exemple l'importation de soja à l'origine de la déforestation massive en Amazonie. Le lait est devenu une commodité sur les marchés mondiaux, où gaspillage et surproduction sont récurrents, comme le montrent les échanges de poudres de lait énergivores. Un système dont Lactalis est le numéro 1 mondial. L'impact néfaste des exportations massives de produits laitiers bon marché sur les économies des pays du Sud aggrave aussi la pauvreté des populations sur place.

Lactalis contribue au dérèglement climatique : selon une étude de 2018, Lactalis émet 24 millions de tonnes de CO_2 équivalent, y compris les activités de production agricole. Le groupe fait partie des 10 premiers géants mondiaux de la viande et des produits laitiers qui ne déclarent pas leurs émissions ou les sous-déclarent.

Ainsi Lactalis s'oppose systématiquement à toute logique de transparence, y compris à l'égard du·de la consommateur·rice. Elle a ainsi attaqué dernièrement le décret français sur l'étiquetage de l'origine des produits laitiers. Ses profits passent bien avant les besoins et attentes des consommateurs.trices et l'avenir de nos territoires.

ILS LES MENENT PAR LE BOUT DU NEZ



Non-contente de pratiques condamnables sur de nombreux plans, Lactalis bénéficie d'une complaisance, parfois d'une complicité, avec les pouvoirs publics. Bénéficiaire d'aides de la PAC (Politique Agricole Commune de l'Union européenne), du CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) à hauteur de 20,9 millions d'euros en 2015, du Crédit d'Impôt Recherche et d'aides des collectivités, la question de la légitimité de ces soutiens publics se pose au regard des profits de Lactalis qui partent dans des montages fiscaux opaques et rémunèrent en premier lieu les actionnaires de la famille Besnier, plutôt que le travail des éleveur·euse·s laitier·ère·s et des salarié·e·s. De même, la bénédiction de l'État pour un étalement sur 10 ans des droits à la succession de la famille Besnier est profondément inéquitable entre contribuables.

Plusieurs exemples d'incohérences entre les irrégularités commises par Lactalis et le soutien dont cette multinationale fait l'objet de la part des pouvoirs publics peuvent être soulignés : le financement public du détournement d'une route nationale au seul profit de Lactalis (Communauté de Communes des Mauges), le versement d'avances remboursables par le Conseil Régional de Bretagne, ou encore le partenariat avec l'INSEP (Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance) qui fonctionne sur dotations publiques pour le lancement d'un produit Lactalis à destination des sportifs et du grand public (Sportéus et Apurna).

L'excuse du chantage à l'emploi a assez duré. Lactalis détruit de l'emploi paysan et associé, et n'a que faire du devenir de la majorité de ses salarié·e·s. Sa course à la rentabilité se fait au détriment des salarié·e·s, des paysan·ne·s, de l'environnement et de la sécurité sanitaire pour les consommateur·trice·s. D'autres entreprises laitières plus responsables créeraient une densité d'emplois bien plus forte.

NOS DEMANDES

1. **Réguler le marché laitier européen via la Politique Agricole Commune (PAC)** pour stabiliser et sécuriser les prix payés au producteur et stopper les exportations déloyales à bas prix vers les pays en développement ;

2. **Instaurer un arbitrage public des relations commerciales** pour imposer une couverture des prix de revient des producteur·trice·s et cesser la relation de dépendance économique entre producteurs et leur acheteur, en l'occurrence Lactalis ;

3. **Soutenir les organisations de producteurs transversales en lait** afin qu'elles reprennent et mutualisent la collecte, prennent leur indépendance vis-à-vis d'acheteurs comme Lactalis et négocient avec l'ensemble des acheteurs d'un bassin de production ;

4. **Défendre le lait cru et conserver des normes adaptées** aux productions fermières et filières au lait cru ;

5. **Consolider les cahiers des charges des AOC (appellation d'origine contrôlée)** face aux velléités de multinationales comme Lactalis de les banaliser et de s'accaparer leur valeur patrimoniale ;

6. **Stopper les accords de libre-échange** néfastes pour la démocratie, nos territoires ruraux et notre alimentation ;

7. **Le financement par l'État et les acheteurs (agro-industrie et grande distribution) d'un dispositif pour un repos hebdomadaire des éleveur·euse·s pour un métier socialement durable.**

PRIX PINOCCHIO

AGRICULTURE

Retrouvez tous les nominés sur

prix-pinocchio.org

Les Amis de la Terre France

47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil
01 48 51 32 22
france@amisdelaterre.org — www.amisdelaterre.org

EN PARTENARIAT AVEC

Confédération paysanne
104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet
www.confederationpaysanne.fr

Ce document a été financé avec le soutien de la Commission européenne.

Cette publication n'engage que les Amis de la Terre France et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.